



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES
CONCLUS PAR LE GROUPE II AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**AEROPORT INTERNATIONAL BLAISE DIAGNE
(AIBD)**

RAPPORT FINAL

JUIN 2013

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I. SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT	5
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT	7
1.2.1. Echantillon	7
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	9
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière	11
1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique	11
1.3. RECOMMANDATIONS.....	11
1.3.1. Recommandations sur l'audit des marchés.....	12
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	13
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION	13
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION	14
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	17
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	17
4.1. ETAPES DE LA MISSION.....	17
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	18
4.2.1. La Préparation de la mission	18
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	19
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	20
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	21
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE	22
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	22
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE.....	24
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	24
V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	24
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	24
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	26
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	26
5.2.2. La Commission des Marchés	27
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	27
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	27
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	27
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	28
VII. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES	29
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	29
6.1.1. Les marchés passés par commandes directes.....	29
6.1.2. Le marché de prestation intellectuelle (MPI).....	30
6.1.3. Les demandes de renseignement et de prix	31
6.1.4. Constats relatifs à l'exécution financière.....	39
6.1.5. Constats relatifs à l'exécution physique	40

VII. RECOMMANDATIONS.....	40
7.1. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES.....	41
VIII. ANNEXE : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE	42

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AIBD	Aéroport International Blaise Diagne
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMPP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I. SYNTHÈSE DES TRAVAUX D'AUDIT

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne l'AIBD, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de l'AIBD se présentent comme suit :

- **Commission des Marchés**

Les membres de la commission des marchés et leurs suppléants ont été nommés par décision de la Direction Générale du 03 janvier 2011. Il faut cependant noter que la lettre d'envoi des copies des actes de nomination à l'ARMP et à la DCMP n'a pas été mise à notre disposition pour nous permettre de vérifier les décharges attestant la réception effective desdits documents par les organes de contrôle et de régulation.

Nous rappelons que les actes de nomination des membres de la commission des marchés doivent être communiqués à l'ARMP et la DCMP au plus tard le 05 janvier de chaque année conformément à l'article 6 de l'arrêté n°011588 du 28 décembre 2007.

Par ailleurs, le président de la Commission des Marchés n'a pas de suppléant. En ce qui concerne la Commission des Marchés, sa composition recèle une anomalie puisque le responsable chargé des approvisionnements n'est pas membre de ladite commission, ce qui constitue une violation de l'article 2-d de l'Arrêté n°011588 du 28 décembre 2007.

- **Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics**

Les attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ont été signées par tous les membres de la commission des marchés et de la cellule de passation de marchés conformément au Décret n°2005-576 du 22 juin 2005 portant approbation de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45-5 du Code des Marchés publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics. Cependant, la lettre d'envoi des attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics à la DCMP et à l'ARMP n'est pas mise à notre disposition pour nous permettre de vérifier les décharges attestant la réception effective desdits documents par les organes de contrôle et de régulation. Il faut aussi constater que leur transmission à la DCMP et à l'ARMP ne s'est pas faite dans les délais requis.

- **Rapport annuel non élaboré**

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas élaboré un rapport annuel conformément à l'article 143 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

- **Plan de passation des marchés (PPM)**

L'AIDB n'a inscrit aucune DRP de la période dans le Plan de passation des marchés (PPM) en violation des dispositions de l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

- **Registre des marchés**

L'AIBD ne dispose pas de registre des marchés coté et paraphé au titre de l'exercice 2011, violant ainsi l'article 67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

- **Manuel de procédures administratives, comptables et financières**

L'AIBD dispose d'un manuel de procédures administratives et comptables mais il n'est pas en phase avec le décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

1.2. Constats d'audit

1.2.1.Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. Pour la gestion 2011, l'AIBD nous a soumis une liste composée d'un (01) marché de prestations intellectuelles (MPI) et de sept (07) DRP pour un montant total de cent soixante-quinze millions huit cent quatre-vingt-douze mille deux cent vingt-huit (175 892 228) Francs CFA.

Cependant, nos contrôles sur l'exhaustivité des marchés nous ont permis de relever des acquisitions faites par commande directe pour un montant total de cinquante millions neuf cent vingt-huit mille cinq cent soixante-deux (50 928 562 F CFA).

DESIGNATION	MONTANT
LOGICIELS	1 064 560
MATERIELS DE BUREAU	2 960 000
MATERIELS INFORMATIQUES	2 128 700
MOBILIER DE BUREAU	2 730 000
CONSOMMABLES	2 123 000
ACHAT D'EQUIPEMENT MATERIEL ET FOURNITURES DE VILLAGE	24 220 500
ACHAT D'ETUDES ET DE PRESTATIONS	1 162 028
ENTRETIEN LOCAUX	6 000 000
ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULE	8 539 774
TOTAL	50 928 562

PERIMETRE COUVERT

L'AIBD a passé huit (08) marchés au titre de la gestion 2011, un (01) marché de prestations intellectuelles et sept (07) DRP. La totalité desdits marchés a été examinée.

Modes de passation de marchés	Marchés passés sur 2011		Marchés sélectionnés		taux de couverture	
	nombre	montant	nombre	montant	nombre	montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de proposition (DP)	1	57 936 100	1	57 936 100	100%	100%
Demande de Renseignement de proposition (DRP)	07	117 956 128	07	117 956 128	100%	100%
Entente directe						
Total	08	175 892 228	08	175 892 228	100%	100%

Rappel des seuils applicables à l'AIBD en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux relatifs à l'entretien courant des routes	50 000 000	400 000 000	350 000 000	800 000 000
Travaux autres que l'entretien courant des routes	50 000 000	600 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles relatives à l'entretien courant des routes	30 000 000	125 000 000	100 000 000	350 000 000
Prestations Intellectuelles autres que l'entretien courant des routes	30 000 000	200 000 000	150 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	150 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

- **Constats relatifs aux commandes directes**

Non application de la DRP pour des commandes dont cette procédure est requise

Pour certaines dépenses, l'autorité contractante a procédé à des commandes directes avec des prestataires pour des montants qui requièrent la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.

Ainsi, nos contrôles ont permis de relever des acquisitions qui ont été effectuées en violation :

- des dispositions de l'article 76 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics pour un montant de cinquante millions neuf cent vingt-huit mille cinq cent soixante-deux francs (50 928 562 F CFA).;
- et des dispositions de l'article n° 6 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ; qui stipule : « ...A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité... ».

- **Constats relatifs au marché de prestation intellectuelle**

- Un délai insuffisant de 20 jours a été accordé pour le dépôt des offres ;
- Le contrat initial relatif au marché n'a pas été mis à notre disposition. Cette situation ne permet pas d'évaluer le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard ;
- absence de garantie de bonne exécution ;
- Le montant de l'avenant (19 170 600 F CFA) dépasse relativement 30% du marché initial (57 936 100 F CFA) violant ainsi l'article 24 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics;
- Les lettres d'invitation des candidats présélectionnés n'ont pas été mises à notre disposition ;
- L'attribution définitive n'a pas été publiée en violation de l'article 85 du décret portant Code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive » ;
- Absence d'attestation d'existence de crédit ;
- absence d'une attestation de service fait ;
- les paiements relatifs au marché n'ont pas été mis à notre disposition.

- **Constats relatifs aux DRP**

- Les DRP ne sont pas indiquées dans le Plan de Passation des marchés en violation de l'article 6 du décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics ;
- La date limite de dépôt des offres ne coïncide pas souvent avec la date d'ouverture des plis comme dans le cas des DRP relatives à la fourniture d'équipements, la fourniture de matériels de bureau attribuée à Burotic diffusion pour un montant de 4 957 013 FCFA HT, l'organisation d'une Caravane médicale attribuée à MEDISOL International pour un montant de 29 500 000 F HT et la police d'assurances (maladie, automobile et multirisque professionnelle) attribuée à SONAM ASSURANCES pour un montant de 20 627 320 F CFA HT. Ce qui constitue une violation de l'article 67 du décret portant Code des Marchés publics ;
- Les contrats relatifs à la Fourniture de cadeaux d'entreprise attribuée à A2Z Communication et la police d'assurances (maladie, automobile et multirisque professionnelle) attribuée à SONAM ASSURANCES n'ont pas été mis à notre disposition ;
- Les contrats des lots 1, 2, et 3 relatifs à la Fourniture de cadeaux d'entreprise (Lot 1: A2Z COMMUNICATION, Lot 2: LA ROCHETTE et Lot 3: A2Z COMMUNICATION) n'ont pas été mis à notre disposition ;
- Le contrat relatif à la DRP AIBD/CE/08-2011 Fourniture de cadeaux d'entreprise n'est ni signé par le DG de l'AIBD et ni daté ;
- Aucun bon de commande n'a été mis à notre disposition ;
- Les délais entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres sont très courts ;
- Le délai d'exécution relatif à la fourniture de bureau n'est pas explicitement inscrit dans le contrat. La réception est faite avec plusieurs livraisons dont certaines effectuées avant la signature du contrat ;
- Les contrats relatifs à la caravane médicale, la fourniture de cadeaux d'entreprise et la fourniture de bureau ne sont pas enregistrés ;
- Les offres relatives à l'acquisition de matériels et consommables informatiques n'ont pas été mises à notre disposition ;
- Les offres des candidats éliminés n'ont pas été mises à notre disposition ce qui ne nous permet pas d'apprécier le motif du rejet de leurs offres ;
- Le contrat de fourniture d'équipements relatif aux lots 2, 3 et 6 a été annulé par l'AIBD conformément à l'article 13 du contrat suite au retard de livraison. La lettre de mise en demeure ne nous a pas été fournie ;
- Les candidats non retenus ne sont pas informés ;
- Le contrat relatif à la caravane médicale est signé avant la notification de l'attribution provisoire.

1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière

L'analyse de l'exécution financière a fait ressortir des constats qui se présentent comme suit :

- les documents relatifs au paiement de l'ensemble des DRP n'ont pas été mis à notre disposition ;
- le délai de livraison relatif à la fourniture d'équipements n'a pas été respecté et les pénalités de retard prévues dans le contrat n'ont pas été appliquées ;
- le délai d'exécution relatif au marché de fournitures de bureau n'est pas explicitement inscrit dans le contrat et cette situation ne permet pas d'évaluer le respect des délais et l'application ou non des pénalités de retard ;
- La garantie de bonne exécution de la demande de proposition relative au recrutement d'une ONG facilitatrice du processus de déplacement/réinstallation de villages situés dans l'emprise de l'aéroport international Blaise DIAGNE attribué à MSA pour un montant de 57 936 100 FCFA n'a pas été mise à notre disposition.

1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique

L'AIDB n'a passé aucun marché de travaux au cours de l'exercice 2011. Les contrôles sur les marchés de fournitures permettent de noter l'absence de :

- procès-verbaux de réception ou attestations de services faits pour les DRP relatives à la fourniture d'équipements et la caravane médicale;
- procès-verbaux de réception pour le lot 4 relatif à la Fourniture de cadeaux d'entreprise;
- bordereau de livraison du lot 1 relatif à l'acquisition de matériel et consommables informatiques.

1.3. Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 7 du présent rapport.
Recommandations sur le dispositif

Nous recommandons à l'AIDB de :

- inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics;
- tenir un registre des marchés coté et paraphé conformément à l'article 67-3 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

- communiquer les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés et leurs suppléants , de la cellule de passation et les attestations de transparence et d'éthique en matière de marchés publics à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics au plus tard le 05 janvier de chaque année, conformément à l'article 6 de l'Arrêté n°011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- désigner un suppléant au président de la Commission des Marchés conformément à l'article 36-4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- systématiser l'élaboration du rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés conformément à l'article 143 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- centraliser tous les documents relatifs à l'exécution et la passation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés ;
- effectuer un classement des pièces conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de passation des marchés.

1.3.1. Recommandations sur l'audit des marchés

Demande de proposition (DP)

Nous recommandons à l'AIDB de :

- passer un autre marché conformément à l'article 24 du décret 2011-1048 lorsque le montant estimé de l'avenant dépasse 30% du marché initial ;
- Accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs propositions;
- Verser les contrats dans les dossiers de passation :
- Veiller à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions des articles 85 du décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics ;
- Veiller à la fourniture d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet portant Code des Marchés publics.

Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Nous recommandons à l'AIDB de :

- veiller à l'application rigoureuse de la circulaire n° 0004 /PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instruction pour la mise en œuvre de la procédure de

- Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pris en application de l'article n° 78 du Décret n°1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- veiller à ce que l'ouverture des plis se fasse à la date et à l'heure limite de dépôt des offres indiquées conformément à l'article 67 du décret n°1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
 - veiller au respect du délai de livraison prévu dans le contrat et appliquer le cas échéant les pénalités de retard prévues dans le contrat;
 - veiller à ce que les contrats soient signés et enregistrés ;
 - accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;
 - informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;
 - mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du Décret n°2011-1048 ;
 - veiller à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions des articles 85 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue

indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;

- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ;
- la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un logiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;

6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.
- Une lettre (n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant, ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4.Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :

- une aide à la décision/ expression de l'opinion ;
- une standardisation de la présentation des résultats ;
- une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7.Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8.Restitution des rapports

A la fin de l’audit, nous tenons une réunion de clôture entre l’équipe d’audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l’audit. Chaque autorité contractante fait l’objet d’un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1.Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d’exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l’Union économique et monétaire ouest africaine ;

- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;

- Arrêté 11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon

fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'Arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;

- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4.Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

6.1.Audit de la passation des marchés

6.1.1.Les marchés passés par commandes directes

- **Acquisitions par commande directe non autorisée en violation des dispositions des articles 76 et 77 du Décret 2011-1048 portant code des marchés publics**

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions par commande directe non conformes aux dispositions des articles 76 et 77 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics pour un montant de 50 928 562 F CFA. Le tableau suivant donne le détail de ces acquisitions:

DESIGNATION	MONTANT
LOGICIELS	1 064 560
MATERIELS DE BUREAU	2 960 000
MATERIELS INFORMATIQUES	2 128 700
MOBILIER DE BUREAU	2 730 000
CONSOMMABLES	2 123 000
ACHAT D'EQUIPEMENT MATERIEL ET FOURNITURES DE VILLAGE	24 220 500
ACHAT D'ETUDES ET DE PRESTATIONS	1 162 028
ENTRETIEN LOCAUX	6 000 000
ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULE	8 539 774
TOTAL	50 928 562

6.1.2. Le marché de prestation intellectuelle (MPI)

Demande Proposition relative au recrutement d'une ONG facilitatrice du processus de déplacement/réinstallation de villages situés dans l'emprise de l'aéroport international Blaise DIAGNE attribué à MSA pour un montant de 57 936 100 FCFA.

Le marché est indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien le quotidien « l'AS » du lundi 31 janvier 2011.

Trois (03) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- Fondation droit à la ville ;
- SONED-AFRIQUE ;
- Cabinet MSA.

Tous les candidats ont été retenus parce qu'ayant satisfait aux critères de présélection. La liste restreinte est composée de trois (03) candidats.

La revue de la DP montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles: les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Les termes de références sont clairs et sont en adéquation avec les critères d'évaluation. Toutes les offres ont été jugées conformes. Après évaluation des offres techniques et financières, le marché a été attribué à MSA qui a présenté l'offre conforme la moins-disant pour un montant de 57 936 100 FCFA.

Cependant, Le contrat initial a fait l'objet d'un avenant à la date 28 juin 2012 pour un montant de 19 170 600 F CFA HT compte tenu des retards enregistrés dans la construction des logements prévus pour le recasement des populations affectées par le projet (PAP) et le paiement de leurs indemnités agricoles qui leur sont dues, le planning de déplacement/relocation n'a pu être respecté. Le présent avenant a pour objet de prolonger la mission la facilitation du processus de déplacement/réinstallation de villages situés dans l'emprise de l'aéroport international Blaise DIAGNE.

Le PV d'attribution provisoire a été établi le 06 juin 2011. Et la publication de l'attribution provisoire a été faite dans le quotidien « L'AS » du vendredi 17 juin 2011.

Constats :

- Un délai insuffisant de 20 jours a été accordé pour le dépôt des offres ;
- Le contrat initial relatif au marché n'a pas été mis à notre disposition. Cette situation ne permet pas d'évaluer le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard ;
- absence de garantie de bonne exécution ;
- Le montant de l'avenant (19 170 600 F CFA) dépasse relativement plus de 30% du marché initial (57 936 100 F CFA) violant ainsi l'article 24 du décret 2011-1048;
- La lettre d'invitation des candidats présélectionnés n'a pas été mise à notre disposition ;
- L'attribution définitive n'a pas été publiée en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive » ;
- Absence d'attestation d'existence de crédit ;
- absence d'une attestation de service fait ;
- les paiements relatifs au marché n'ont pas été mis à notre disposition.

6.1.3. Les demandes de renseignement et de prix
DRP 1/EQUIP/06-2011 relatif à la fourniture d'équipements lots 2, 3 et 6 attribués à Fermon Labo et le lot 4 à la société LAME

La lettre d'invitation a été établie le 20 juin 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée le 1^{er} juillet 2011.

Le marché est composé de six lots. Cinq (05) candidats ont été consultés et deux (02) ont déposés une offre. IL s'agit de:

	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4	lot 5	Lot 6
• Société LAME	-	1 100 000	-	780 000	-	-
• Fermon Labo	-	695 475	3 139 067	-	-	1 691 250

Les lots 2, 3 et 6 ont été attribués à Fermon Labo et le lot 4 à la société LAME. Aucun candidat n'a soumissionné pour les lots 1 et 5. La commission des marchés a suggéré à l'autorité contractante de les relancer en demandant au département initiateur de compléter les spécifications techniques des équipements afin de permettre aux fournisseurs de présenter des offres.

Le contrat de Fermon LABO a été signé 24 août 2011 et celui de la société LAME le 04 août 2011. Les délais d'exécution sont de soixante (60) jours à compter de la date de réception du contrat.

Constat :

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM;
- La date limite de dépôt des offres est fixée au plus tard le 01 juillet 2011 à 11h, alors que la commission a procédé à l'ouverture des plis à la date du lundi 18 juillet 2011 à 16h ;
- absence de bon de commande ;
- Non-respect du délai de livraison et non application des pénalités de retard ;
- Le contrat de fourniture d'équipements des lots 2, 3 et 6 attribué à Fermon Labo a été annulé par l'AIDB conformément à l'article 13 du contrat suite au retard de livraison de la part du fournisseur. La lettre de mise en demeure ne nous a pas été fournie
- Absence de preuves de paiement ;
- Absence de PV de réception pour les lots 2, 3 et 6.

DRP2 AIBD/CE/08-2011 relative à la Fourniture de cadeaux d'entreprise attribuée à A2Z Communication montant 7 960 000 FCFA HT HD

La lettre d'invitation a été établie le 26 Août 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée au 5 septembre 2011. Le marché est composé de deux (02) lots.

Cinq (05) candidats ont été consultés et trois (03) ont déposé une offre Il s'agit de (Montant HT)

	Lot 1	Lot 2
• Production Publicitaire	5 900 000	3 765 000
• A2Z Communication	4 350 000	option 1 et 2 (3 250 000 et 3 610 000)
• Group MKD	10 600 000	6 500 000

L'offre de la Société A2Z COMMUNICATION a été déclarée moins-disant pour le lot 1 et le lot 2 (option 2 retenue par la commission)

Le délai d'exécution est de huit (08) jours à compter de la date de réception du bon de commande pour le lot 1 et de treize (13) jours à compter de la date de réception du bon de commande pour le lot 2. La livraison a été faite le 16 septembre 2011.

Cependant, nos travaux nous ont permis de relever les non-conformités suivantes :

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM;

- Le contrat n'est pas signé par le DG de l'AIBD,
- le contrat n'est ni daté et ni enregistré ;
- l'absence de bon de commande ne permet pas d'évaluer le respect du délai de livraison et l'application ou non des pénalités de retard ;
- L'absence de preuves de règlement.

DRP 3. Fourniture de bureau attribuée à Burotic diffusion montant 4 957 013 FCFA HD.

La lettre d'invitation a été établie et envoyée le 02 mai 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée le 06 mai 2011.

Le marché est composé d'un seul lot. Cinq (05) candidats ont été consultés et tous ont déposé une offre. Il s'agit de :

• LPS	3 271 193 FCFA HT
• MCI	3 700 925 FCFA HT
• MASTER OFFICE	3 069 475 FCFA HT
• BUROTIC DIFFUSION	4 957 013 FCFA HT
• POA	4 012 875 FCFA HT

Le marché a été attribué à Burotic Diffusion pour un montant de quatre millions neuf cent cinquante-sept mille treize (4 957 013) F CFA HT présentant l'offre la plus élevée. Selon la commission, les offres de LPS, MCI et Master Office ne sont pas conformes aux spécifications techniques:

- LPS n'a pas fourni d'échantillons ;
- MCI n'a pas fourni 60% des échantillons et les (40%) fournis ne sont de bonne qualité ;
- 60% des échantillons fournis par Master Office ne sont pas de bonne qualité ;
- Les échantillons fournis par POA ne sont pas conformes.

Cependant, nous n'avons aucune possibilité pour vérifier le bien-fondé de la non-conformité des offres des candidats éliminés en l'absence des échantillons.

Le contrat a été signé le 22 juin 2011.

Constats :

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;
- Le délai d'exécution n'est pas explicitement inscrit dans le contrat ;
- Le contrat n'est pas enregistré ;
- Il y'a un décalage de 6 jours entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis ;

- Le délai entre la date d'invitation et la date limite de dépôt des offres est très court ;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;
- Aucun document attestant la réception n'a pas été mis à notre disposition.

DRP4.Fourniture de cadeau d'entreprise les lots 1 et 3 ont été attribués à A2Z communication, le lot 2 la Rochette et le lot 4 spirit.

La lettre d'invitation a été établie et envoyée le 05 octobre 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée le 28 octobre 2011.

Le marché est composé de 4 lots :

- Lot 1: 15 225 000 F CFA HT
- Lot 2: 4 114 800 F CFA HT
- Lot 3: 1 920 000 F CFA HT
- Lot 4: 6 485 000 F CFA HT

Cinq (05) candidats ont été consultés et Cinq (05) ont déposé une offre. Il s'agit de :

	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4
Production publicitaire	20 580 000	-	2 070 000	7 250 000
A2Z Communication	15 225 000	-	2 205 000	7 800 000
SPIRIT	18 660 000	6 243 750	2 575 000	6 485 500
La Rochette	-	4 114 800	-	-
IRSS	20 950 000	-	3 350 000	7 750 000

Tous les lots ont été attribués aux soumissionnaires ayant proposé les offres les moins disants :

Le lot 1 et le lot 3 ont été attribués à A2Z pour un montant de 15 225 000 FCFA HT ;

Le lot 2 a été attribué à la Rochette pour un montant de 4 114 800 FCFA HT ;

Le lot 4 a été attribué à SPIRIT pour un montant de 6 485 500 FCFA HT.

Les délais d'exécution sont pour :

- Lot 1: 30 jours à compter de la date de signature du contrat
- Lot 2: 7 jours à compter de la date de signature du contrat
- Lot 3: 30 jours à compter de la date de signature du contrat
- Lot 4: 30 jours à compter de la date de signature du contrat

La réception a été faite :

- pour le lot 1 le 29 mars 2012 ;
- pour le Lot 2 le 06 février 2012 ;

- pour le Lot 3 le 29 mars 2012 ;
- et le document attestant de l'effectivité de la réception du lot 4 n'a pas été fourni.
-

Cependant, nos travaux nous ont permis de relever les non-conformités suivantes :

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM;
- Les contrats des lots 1, 2, et 3 n'ont pas été mis à notre disposition ;
- Le contrat du lot 1 mis à notre disposition n'est ni signé par l'autorité contractante ni enregistré ;
- Non-respect des délais d'exécution ;
- absence de bon de commande
- Absence de PV de réception pour le lot 4 ;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;
- Les documents relatifs au paiement n'ont pas été mis à notre disposition.

DRP5. Relative à l'organisation d'une Caravane médicale, attribué à MEDISOL International pour un montant de 29 500 000 F HT.

La lettre d'invitation a été établie et envoyée le 30 juin 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée le 17 juillet 2011.

Sept (07) candidats ont été consultés et trois (03) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- | | |
|-----------------------|-----------------|
| • MEDISOL | 29 500 000 F HT |
| • ASSISTANCE MEDICAL | 37 281 250 F HT |
| • AFIA Services Sante | 39 840 490 F HT |

La Commission a, après analyse, désigné MEDISOL international, qui a présenté l'offre évaluée conforme la moins disant, attributaire de la DRP relative à l'organisation d'une caravane médicale de solidarité pour un montant de 29 500 000 F CFA. Le délai d'exécution est de 3 jours à compter de la date de signature du contrat.

Par ailleurs, nos travaux nous ont permis de relever les non-conformités suivantes :

- La DRP n'a pas été indiquée dans le PPM ;
- Le contrat est signé avant la notification de l'attribution ;
- Le contrat n'est pas enregistré ;
- Absence d'une attestation de service ;
- Les candidats non retenus n'ont pas été informés ;

- La date limite de dépôt des offres ne coïncide pas avec la date d'ouverture des plis ;
- Les documents relatifs au paiement n'ont pas été mis à notre disposition.

DRP 6. Relative police d'assurances (maladie, automobile et multirisque professionnelle) attribué à SONAM ASSURANCES pour un montant de (20 627 320) F CFA HT.

La lettre d'invitation a été établie et envoyée le 25 novembre 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée au 06 décembre 2011.

L'ouverture des plis a eu lieu le 12 décembre 2011. Huit (08) candidats ont été consultés et huit (08) ont déposé une offre. Il s'agit de :

	Maladie groupe	Automobile	Multirisque professionnelle	RC
SONAM ASSURANCES	17 806 640	2 842 234	739 027	119 900
AMSA ASSURANCES	31 613 510	2 360 653	890 089	231 000
PREVOYANCES ASSURANCES	17 584 684	3 191 545	1 122 008	175 000
ALLIANZ	Non conforme classé sans suite car n'a pas soumissionné pour la responsabilité civile assurances	Non conforme classé sans suite car n'a pas soumissionné pour la responsabilité civile assurances	Non conforme classé sans suite car n'a pas soumissionné pour la responsabilité civile assurances	Non conforme classé sans suite car n'a pas soumissionné pour la responsabilité civile assurances
AXA ASSURANCES	28 064 417	3 567 520	826 819	116 600
CGA ASSURANCES	18 213 490	2 197 487	1 274 018	116 600
COLINA ASSURANCES	19 745 100	2 398 624	596 485	210 000
NSIA	32 640 700	2 821 969	1 069 985	1 111 000

La Commission a éliminé :

- Amsa Assurances parce que le taux de couverture maternité proposé est de 90% alors que le dossier de consultation prévoyait un taux de couverture de 100% ;
- Prévoyances assurances parce que le taux de couverture proposé est de 90% pour tous les frais alors que le dossier de consultation prévoyait un taux de couverture de 100% pour la maternité et l'hospitalisation ;

- Allianz parce qu'elle n'a pas soumissionné pour l'assurance multirisque professionnelle ;
- Axa assurances parce que le taux de couverture proposé est de 90% pour tous les frais alors que le dossier de consultation prévoyait un taux de couverture de 100% pour la maternité et l'hospitalisation. De plus la garantie n'est valable que pour l'Afrique et la zone UEMOA et le tableau d'ajustement n'a pas été fourni ;
- CGA assurances parce qu'elle n'a pas fourni le tableau d'ajustement ;
- COLINA assurances parce qu'elle n'a pas fourni le tableau d'ajustement ;
- NSIA assurance parce qu'elle a proposé un taux de couverture de 90% pour la maternité et l'hospitalisation alors que le dossier de consultation prévoyait un taux de couverture de 100%. En outre, l'ajustement en fonction du rapport s/p est de 50% sans modification alors que le dossier prévoyait un rapport de 75%.

Seule l'offre de SONAM a été déclarée conforme au dossier. Le tableau ci-dessous récapitule son offre financière après vérification des calculs :

Branches Assurances	MALADIE Montant HT F CFA	MRP Montant HT F CFA	RC Montant HT F CFA	AUTOMOBILE Montant HT F CFA	TOTAL GENERAL HT FCFA
Montant	17 288 000	644 470	109 000	2 585 850	20 627 320

Constats :

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM;
- Le contrat n'a pas été mis à notre disposition. Cette situation ne permet pas d'évaluer le respect du délai d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard ;
- On note un écart de 5 jours entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis ;
- Le rapport d'évaluation n'est pas signé par les membres de la commission des marchés ;
- Seules les offres des candidats SONAM et COLINA ont été mises à notre disposition. Les autres offres (AMSA, PREVOYANCES, ALLIANZ, AXA, CGA et NSIA) ne sont pas archivées dans le dossier. Cette situation ne nous a pas permis d'évaluer les offres et d'apprécier les motifs de rejet des offres des candidats éliminés ;
- Les candidats éliminés n'ont pas été informés
- Les documents relatifs au paiement n'ont pas été mis à notre disposition.

DRP 7. Relative à l'acquisition de matériel et consommables informatiques montant 20 500 704 FCFA HT.

La lettre d'invitation a été établie et envoyée le 13 avril 2011 et la date limite de dépôt des offres a été fixée le 03 mai 2011.

La DRP est composée de 3 lots. L'ouverture des plis a eu lieu à la date et à l'heure limite de dépôt des offres

Neuf (09) candidats ont été consultés et six (06) ont soumissionné. Il s'agit de :

	LOT 1	LOT 2	LOT 3
SATEL	7 663 460	13 987 310	1 324 560
TOURE EQUIPEMENT	8 066 998	15 525 094	-
OUMOU INFORMATIQUE	5 336 352	12 301 144	-
WPC	8 797 873	14 980 591	1 270 270
DK BUREAUTIQUE	5 930 000	14 800 500	-
MCI	6 875 000	12 345 325	-

La commission d'évaluation a déclaré :

- Pour le lot 1, les offres des fournisseurs suivantes ont été jugées non-conformes :
 - ✓ SATEL : Les claviers et souris ne sont pas fournis pour les ordinateurs de bureau
 - ✓ Oumou informatique : sur les stations de travail
 - disque proposé est de type SATA en lieu et place du disque SAS qui a été demandé.
 - Le model de graveur fourni n'est pas spécifié dans l'offre
 - ✓ DK Bureautique : La variante proposé pour la station de travail n'est pas conforme aux exigences(le seul processeur cadencé à 2.93ghz pour le model HP Z600 dispose de 4 cœurs et non 6 cœurs comme mentionné dans les spécifications)
- Pour le lot 2
 - ✓ MCI : n'a pas proposé les cartouches HP C9730A et C9731A son offre a été considéré comme non conforme.
- Pour le lot 3
 - ✓ WPC : Postes téléphoniques non proposés, offre considérée comme non conforme.

Ainsi, Le lot 1 a été attribué à MCI pour un montant de 6 875 000 F CFA HT, le lot 2 à Oumou informatique pour un montant de 12 301 144 F CFA HT et le lot 3 à SATEL pour un montant de 1 324 560 F CFA HT.

Le contrat du lot 1 a été signé le 30 mai 2011 et ceux des lots 2 et 3 le 31 mai 2011.

Les délais d'exécution sont :

- Lot 1 : 30 jours à compter de la date de réception du contrat
- Lot 2 : 5 jours max à compter de la date de réception du contrat
- Lot 3 : 72 heures max à compter de la date de réception du contrat

Les livraisons ont été faites :

- Lot 1 le 16/08/2011 ; 14/06/2011
- Lot 2 le 07/06/2011
- Lot 3 le 06/06/2011

Constats :

- La DRP n'est pas indiquée dans le PPM ;
- Les offres n'ont pas été mises à notre disposition ce qui ne nous permet pas d'apprécier les motifs de rejet des offres des candidats éliminés ;
- Nous avons noté des livraisons avant la signature des contrats pour le lot 2 ;
- Les contrats des trois (03) lots ne sont pas enregistrés ;
- Non-respect des délais de livraison sans application des pénalités de retard ;
- Les candidats éliminés n'ont pas été informés
- Les documents relatifs au paiement n'ont pas été mis à notre disposition ;
- Il n'existe pas de bordereau de transmission des contrats ou de registre des marchés ce qui nous empêche de vérifier le respect des délais d'exécution et l'application ou non des pénalités de retard.

6.1.4. Constats relatifs à l'exécution financière

L'analyse de l'exécution financière a fait ressortir des constats qui se présentent ainsi :

- les documents relatifs au paiement de l'ensemble des DRP n'ont pas été mis à notre disposition ;
- le délai de livraison relatif à la fourniture d'équipements n'a pas été respecté et les pénalités de retard prévues dans le contrat n'ont pas été appliquées ;
- le délai d'exécution relatif à la fourniture de bureau n'est pas explicitement inscrit dans le contrat et cette situation ne permet pas d'évaluer le respect des délais et l'application ou non des pénalités de retard ;
- La garantie de bonne exécution de la demande de proposition relative au recrutement d'une ONG facilitatrice du processus de déplacement/réinstallation de villages situés dans l'emprise de l'aéroport international Blaise DIAGNE attribué à MSA pour un montant de 57 936 100 FCFA n'a pas été mise à notre disposition.

6.1.5. Constats relatifs à l'exécution physique

L'AIDB n'a passé aucun marché de travaux au cours de l'exercice 2011. Les contrôles sur les marchés de fournitures permettent de noter l'absence de :

- procès-verbaux de réception ou attestations de services faits pour les DR relatives à la fourniture d'équipements et la caravane médicale
- procès-verbaux de réception pour le lot 4 relatif à la Fourniture de cadeaux d'entreprise ;
- bordereau de livraison du lot 1 relatif à l'acquisition du matériel et des consommables informatiques.

VII. RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 7 du présent rapport. Recommandations sur le dispositif

Nous recommandons à l'AIDB de :

- inscrire toutes les DRP dans le PPM conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics;
- tenir un registre des marchés coté et paraphé conformément à l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- communiquer les copies des actes de nomination des membres de la commission des marchés et leurs suppléants , de la cellule de passation et les attestations de transparence et d'éthique en matière de marchés publics à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics au plus tard le 05 janvier de chaque année, conformément à l'article 6 de l'arrêté n°011588 du 28/12/07 pris en application de l'article 36 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- désigner un suppléant au président de la commission des marchés conformément à l'article 36-4 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- systématiser l'élaboration du rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés conformément à l'article 143 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- centraliser tous les documents relatifs à l'exécution et la passation des marchés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés ;
- effectuer un classement des pièces conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de passation des marchés.

7.1. Recommandations sur l'audit des marchés

Demande de proposition (DP)

Nous recommandons à l'AIDB de :

- passer un autre marché conformément à l'article 24 du décret 2011-1048 lorsque le montant de l'avenant dépasse 30% du marché initial ;
- Accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs propositions ;
- Verser les contrats dans les dossiers de passation ;
- Veiller à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions des articles 85 du décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics ;
- Veiller à la fourniture d'une garantie de bonne exécution conformément à l'article 114 du Décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics.
-

Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Nous recommandons à l'AIDB de :

- veiller à l'application rigoureuse de la circulaire n° 0004 /PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pris en application de l'article n° 78 du décret n°1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- veiller à ce que l'ouverture des plis se fasse à la date et à l'heure limite de dépôt des offres indiquées conformément à l'article 67 du décret n°1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics ;
- veiller au respect du délai de livraison prévu dans le contrat et appliquer le cas échéant les pénalités de retard fixées dans le contrat;
- veiller à ce que les contrats soient signés et enregistrés ; accorder un délai raisonnable aux fournisseurs pour leur permettre de bien préparer leurs offres ;
- informer les candidats non retenus conformément à la circulaire n°004 du Premier Ministre portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;
- mentionner les délais d'exécution dans les contrats conformément à l'article 13-6 du décret n°2011-1048 ;
- veiller à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions des articles 85 du décret portant Code des Marchés publics.

VIII. ANNEXE
LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES


AUDIT & EXPERTISE
 Société d'Expertise Comptable
 et de Commissariat aux Comptes

Liberté 6 Extension
 Immeuble Moustapha
 2ème Etage-Appart C
 B.P: 9048 Dakar/SENEGAL
 Tel: +221 33 867 68 00 / 02
 Fax: +221 33 867 68 01
 E-mail : gmac@orange.sn

SUARL au Capital de 1 000 000 F CFA
 R.C. SN -DKR-2005-M-517
 NINEA 228873 7 2S2

Dakar, le 10 Juin 2013

Monsieur le Directeur Général
 De la Société du Projet Aéroport
 International Blaise Diagne (AIBD)
 Rue St-Michel, Immeuble la Rotonde
 DAKAR

Objet : Rapport de Revue Indépendante de la Passation des Marchés gestion 2011

Monsieur le Directeur Général

Nous vous prions de trouver ci-joint, notre rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la passation des marchés pour la gestion 2011.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir vos observations sur ce rapport avant le 17 JUIN 2013.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre parfaite Considération.

Pour le Groupement GMS/ SSPM



Mame Thierno DIALLO
 Associé-Gérant

PJ :
 Rapport provisoire

